

HORIZONS

Ensemble pour un monde plus juste

5 | TRAVAILLER
POUR COMUNDO

Soirée d'information
le 2 octobre 2025
à Genève



2-4 | BOLIVIE : COCHABAMBA FACE À LA POLLUTION DE L'EAU

Eau propre : la résistance s'organise

2-3 | DEUX MOYENS D'ACCÉDER À L'EAU

Des camions-citernes ou des canalisations
sur le modèle inca

4 | LA COMMUNE SOUTIENT LE CHANGEMENT

Une loi pour lutter contre la pollution de l'eau
et encourager l'agroécologie.



**Jhoselin Siñani,
27 ans,
agricultrice bio
à La Frontera**

Jhoselin achète de l'eau via le camion-citerne tous les quinze jours pour l'arrosage du jardin et pour son ménage. Deux semaines d'eau lui coûtent plus que les gains de trois jours de travail au marché paysan.

En suivant les cours de formation continue dispensés par Ciudadanía, l'agricultrice acquiert des connaissances en culture biologique, ce qui lui permettra d'obtenir une certification visant dans l'avenir à augmenter ses revenus. Son rêve ? Pouvoir étudier un jour l'agronomie et cultiver des pommes de terre bio à grande échelle.



Manuel Moser rend visite à Jhoselin Siñani à La Frontera, un quartier de Cochabamba : ici, chaque goutte d'eau est précieuse..

« Notre eau ne doit pas être gaspillée »

Dans la région de Cochabamba, l'eau est gravement polluée. La rivière de la ville est contaminée par des matières fécales, des engrais, des pesticides, des déchets industriels voire des cadavres d'animaux. Malgré tout, les exploitations agricoles continuent d'y puiser l'eau pour irriguer leurs champs. Cette pratique, associée à l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais chimiques, est non seulement nocive pour l'environnement, mais également très dangereuse pour la population. De nombreuses jeunes agricultrices biologiques se battent pour obtenir des systèmes d'irrigation propres. Coopérants de Comundo, Manuel Moser et Luis Vildoza ont rencontré deux d'entre elles.

Texte : Manuel Moser / Photos : Wara Vargas

Dans tout le pays, Cochabamba est connue comme « la ville de l'éternel printemps » : des fleurs s'épanouissent sans cesse. Les apparences sont pourtant trompeuses car derrière ses parcs fleuris et jardins soignés, la ville a un grave problème d'eau. Il y a 25 ans, la population urbaine appauvrie s'était lancée dans la Guerre de l'eau (Guerra del Agua) contre l'Etat bolivien pour dénoncer la privatisation des réserves d'eau et l'augmentation

massive de son prix. Les autorités avaient déclaré la loi martiale et envoyé la police et l'armée contre les manifestants. Si la privatisation a été annulée à l'époque, les défis persistent. La ville connaît une croissance exponentielle, notamment en raison de l'arrivée de nombreuses familles paysannes fuyant leurs terres que le changement climatique rend infertiles. A Cochabamba, elles espèrent un travail, des revenus et une vie meilleure.

De nombreux quartiers, notamment dans la moitié sud de la ville, ne sont toujours pas raccordés à l'eau courante. L'accès dépend de fournisseurs privés et les prix explosent. En un mois, l'agricultrice bio Jhoselin Siñani, 27 ans, a vu sa facture d'eau augmenter de près de 50%. En parallèle, la municipalité a du mal à assurer une distribution efficace de l'eau et à prendre des mesures contre sa pollution. Aux côtés de ses organisations partenaires boliviennes,



Compliqué et coûteux : l'eau est transportée par camion...



...transvasée dans des tonneaux et des seaux...



...d'où elle est puisée à la main...



...transportée jusqu'au jardin...



...pour être enfin versée sur les plantes.



Carmen Carballo montre à Manuel Moser (à droite) et à Luis Vildoza (à gauche) un canal du système qui lui permet d'irriguer ses champs à moindre coût et en quantité suffisante.



Carmen Carballo, 30 ans, agricultrice bio à Huayllani

Carmen cultive des aliments biologiques et travaille à mi-temps comme secrétaire. La communauté où elle vit utilise le droit coutumier traditionnel et assure l'approvisionnement en eau grâce à un système d'irrigation par canaux.

L'entretien des canaux, la distribution et le prix de l'eau sont réglés démocratiquement. Les besoins annuels en eau de Carmen lui coûtent 40 fois moins que ce que Jhoselin paie par mois.

Comundo soutient les jeunes paysannes locales dans leur lutte pour obtenir de l'eau non contaminée pour leurs champs et leurs foyers.

Camion-citerne à La Frontera

Jeune maman, Jhoselin Siñani, vit avec son mari, maçon, et leur fils de cinq ans à l'extrême sud de la ville. Le quartier de La Frontera est aride et les petites maisons sur les collines peu nombreuses. Construites par l'État bolivien dans le cadre d'un projet social, les maisonnettes se ressemblent et c'est dans l'une d'elles que vit la famille. Malgré des investissements publics, la région n'est toujours pas raccordée au réseau d'eau de Cochabamba. Les habitants et habitantes collectent chaque goutte d'eau de pluie dans des bidons et des seaux, mais la saison des pluies est courte et il ne pleut pas durant des mois en hiver. La population de La Frontera dépend donc de camions-citernes privés qui transportent l'eau du nord de la ville vers le sud, où elle est vendue au baril. 159 litres d'eau coûtent actuellement 10 bolivianos (environ 1,15 CHF), soit 50% de plus qu'il y a un mois.

Toutes les deux semaines au moins, un camion-citerne déverse quelque 1600 litres d'eau dans le réservoir de Jhoselin, qui débourse un peu plus de 100 bolivianos (environ 11,50 CHF). Faites le calcul, l'agricultrice paie 7 CHF un m³ d'eau, contre 2 CHF en Suisse. C'est très cher.

Lorsqu'elle vend des feuilles de boldo, une plante aux vertus digestives, durant un jour sur le marché paysan, la jeune femme gagne à peine 30 bolivianos. Elle espère augmenter ses revenus en tant qu'agricultrice grâce à la possibilité d'obtenir un certificat bio dans le cadre de cours de formation continue qu'elle suit auprès de Ciudadanía. Son réservoir, offert par cette organisation partenaire de Comundo, lui permet déjà de gérer l'eau plus facilement, en réduisant les aller-retour pour la transporter dans des seaux jusqu'au jardin. Un jour, Jhoselin Siñani aimerait faire des études d'agronomie et utiliser les connaissances en agriculture biologique acquises grâce à Ciudadanía pour cultiver des pommes de terre dans le village d'origine de sa belle-mère. À grande échelle.

Huayllani : l'héritage des canaux

Carmen Carballo, 30 ans, a quitté la campagne pour vivre en ville en 2015. En parallèle à sa petite exploitation biologique, elle travaille à mi-temps comme secrétaire pour l'Asociación de Usuarios de la Laguna Larati (Association des bénéficiaires du lac Larati). Situé dans la commune de Sacaba, le quartier de Huayllani où elle vit est en amont de la lagune et un système de canaux vieux de 122 ans assure son approvisionnement en eau. En collaboration avec la commune de Sacaba, la population de Huayllani a mis à jour les directives relatives à l'utilisation et à la distribution de l'eau, puis rédigé et

institutionnalisé les droits coutumiers. Réuni-e-s en assemblée générale le premier dimanche du mois, les habitant-e-s négocient collectivement le prix de l'eau, élisent démocratiquement deux juges de l'eau pour des mandats d'un an, coordonnent l'entretien et le nettoyage collectif des canaux et développent les installations de canalisation et les systèmes de filtration en collaboration avec l'administration communale.

Résultat, chaque habitant-e de Huayllani, indépendamment de son origine et de son statut social, a désormais accès toute l'année à de l'eau d'irrigation propre provenant des canaux et des systèmes de filtration. En payant à peine plus, les foyers peuvent également recevoir de l'eau potable au robinet. Chaque membre de l'association participe à l'entretien, mais ne paie qu'une participation aux frais d'arrosage : 15 bolivianos par an pour une heure d'arrosage tous les 12 jours. Comme les canaux transportent des mètres cubes d'eau, Carmen se contente d'un droit d'arrosage de vingt minutes tous les 12 jours. Ce qui lui coûte à peine 5 bolivianos par an, 40 fois moins que les dépenses mensuelles en eau de Jhoselin.

Promotion de l'agroécologie

Notre organisation partenaire Ciudadanía soutient l'administration communale, notamment pour augmenter des systèmes d'irrigation durables et lutter contre la pollution de l'eau.

La direction municipale de Sacaba soutient l'extension des systèmes communaux d'approvisionnement en eau, mais elle joue également un rôle de pionnière en matière d'agroécologie : elle a reconnu que l'agriculture conventionnelle – qui se sert de l'eau polluée du fleuve Rocha et utilise de manière excessive engrais chimiques et pesticides - nuit non seulement à l'environnement, mais aussi à l'ensemble de la population urbaine dans une large mesure. C'est la raison pour laquelle un centre communal de production d'engrais biologiques a été créé. Il propose aux familles paysannes des alternatives compatibles avec les produits phytosanitaires et les forme à leur utilisation.

A Sacaba, une loi communale visant à promouvoir l'agroécologie, y compris biologique, est actuellement en cours d'élaboration. Ciudadanía et Agrecol Andes, nos partenaires locaux pour lesquels travaillent les coopérant-e-s Manuel Moser, Luis Vildoza et Claudia Vildoza, soutiennent ce processus en collaboration avec plusieurs organisa-

tions de la société civile bolivienne et des universités locales. C'est ainsi qu'a été fondé en 2024 le Comité Impulsor de Agroecología en Sacaba (CIAS) (Comité de promotion de l'agroécologie à Sacaba). Ce comité se réunit plusieurs fois par mois avec l'administration communale et apporte des connaissances agronomiques, sociales, culturelles et juridiques au processus d'élaboration de la loi.

Ancrage législatif

Ce projet de loi, actuellement soumis au conseil municipal, devrait être adopté par un vote avant la fin de l'année. Cette disposition légale permettra à la commune de Sacaba d'investir plus encore dans des systèmes d'irrigation durables, la gestion des eaux usées et l'agriculture biologique, jouant ainsi un rôle important dans la lutte contre la pollution de l'eau en Bolivie, au-delà de la région métropolitaine. Il est prévu que le CIAS ne se dissolve pas après l'adoption de la loi, mais continue à se réunir régulièrement pour accompagner sa mise en œuvre. Le soutien des coopérant-e-s de Comundo à Cochabamba et de leurs collègues des organisations partenaires locales est central dans ce contexte et renforce Jhoselin Siñani, Carmen Carballo comme d'autres paysannes et paysans bio de Bolivie, jeunes et moins jeunes, dans leur lutte pour une eau propre.

D'autres articles sur le sujet :
www.comundo.org/fr/moser-blog



Bernardo Trujillo,
ingénieur agronome diplômé,
Direction du

développement rural,
commune de Sacaba

« L'un de nos principaux problèmes réside dans l'utilisation et l'élimination des produits agrochimiques, qui contaminent nos ressources en eau les plus précieuses pendant la saison des pluies. »

Dans une interview accordée à Luis Voldozo, Bernardo Trujillo explique ce qui provoque la forte pollution des eaux ; et comment une nouvelle loi devrait améliorer la situation.

interview sur :

www.comundo.org/fr/moser-blog

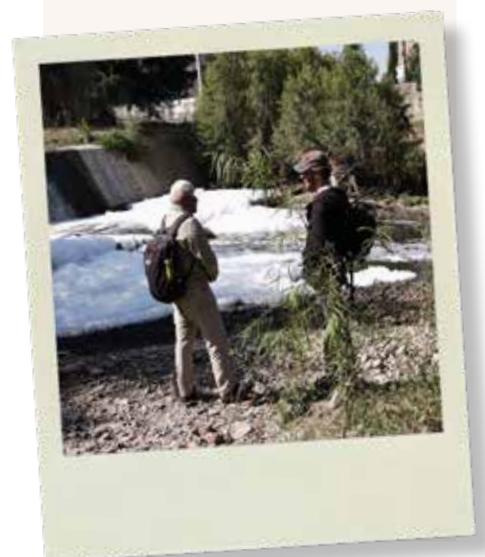
Collaboration entre Comundo et Ciudadanía pour améliorer la sécurité alimentaire en Bolivie.

- Organisation à but non lucratif, Ciudadanía est active depuis 20 ans. Elle encourage la participation citoyenne et l'organisation commune de la vie publique en promouvant en Bolivie un approvisionnement alimentaire durable.
- **Manuel Moser, coopérant de Comundo**, soutient l'organisation avec une stratégie de communication, notamment en ligne, et pour la mise en place d'un cluster regroupant plusieurs organisations partenaires en Bolivie.
- **Luis Vildoza, coopérant de Comundo**, Autrichien aux racines boliviennes, dispose d'une expérience internationale en agroécologie. Il apporte des compétences précieuses en matière d'engrais biologiques, de surfaces d'assolement et d'élaboration de politiques pour une production durable d'aliments sains.

En savoir plus sur Comundo en Bolivie :

www.comundo.org/bolivie

Luis Vildoza (à gauche) et Manuel Moser devant la rivière Rocha : l'écume est due à des produits chimiques toxiques, les déchets polluent encore plus l'eau.



ENTENDRE

Une voix en faveur des peuples autochtones

Il est rare d'entendre en direct une langue en voie de disparition. Dans ce cas, il s'agit de la langue d'Ipurepi (Oswaldo Rodríguez Macuna), autorité traditionnelle du peuple Je'eruruwa de Colombie, parlée aujourd'hui par seulement quelques dizaines de personnes dans le monde. Au cours des quarante dernières années, ce peuple a subi de graves violations de ses droits : déplacements forcés, perte de ses territoires ancestraux, destruction de son patrimoine culturel.

C'est la raison pour laquelle Ipurepi, accompagné de Laura Kleiner, avocate et coopérante de Comundo, a fait entendre sa voix en participant pour la deuxième fois au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, qui s'est tenu en juillet 2025 au Palais des Nations Unies, à Genève. L'objectif : faire reconnaître les droits des peuples autochtones à travers le monde. « Nous ne pouvons pas permettre que tout notre savoir ancestral soit perdu : c'est un patrimoine pour toute l'humanité. Les peuples autochtones vivent en harmonie et en équilibre environnemental, social et culturel avec le territoire qui les accueille », souligne Ipurepi.

Découvrez-en davantage et écoutez directement les témoignages de Laura et Ipurepi sur notre site www.comundo.org/fr/news.



Laura Kleiner, juriste et coopérante de Comundo, aux côtés d'Ipurepi lors du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones à l'ONU à Genève

S'ENGAGER

Un travail dans la solidarité

Vous souhaitez mettre vos compétences au service d'un monde plus juste ? Vivre une expérience humaine forte et utile ? Alors ne manquez pas la prochaine soirée d'information de Comundo. Le 2 octobre 2025, à Genève, nous vous invitons à découvrir comment se déroule un engagement dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Enseignant-e, infirmier-ère, spécialiste en développement, en agriculture, en communication ou dans d'autres domaines : vos compétences sont précieuses. Lors de cette rencontre organisée conjointement avec E-CHANGER, DM et Eirene, vous en apprendrez plus sur la coopération par l'échange de personnes et les types d'affectations ainsi que sur les conditions et le processus d'un engagement.

Renseignements et inscriptions sur : www.comundo.org/fr/actuel/evenements



Roxane Cattaneo, coopérante en Zambie, avec une équipe de montage de panneaux solaires à Rufunsa, où travaille notre organisation partenaire STOP-Zambia.

À CUISINER

Sopa de Maní



RECETTE

www.comundo.org/recette

Un plat typique des Andes :
la soupe bolivienne aux cacahuètes

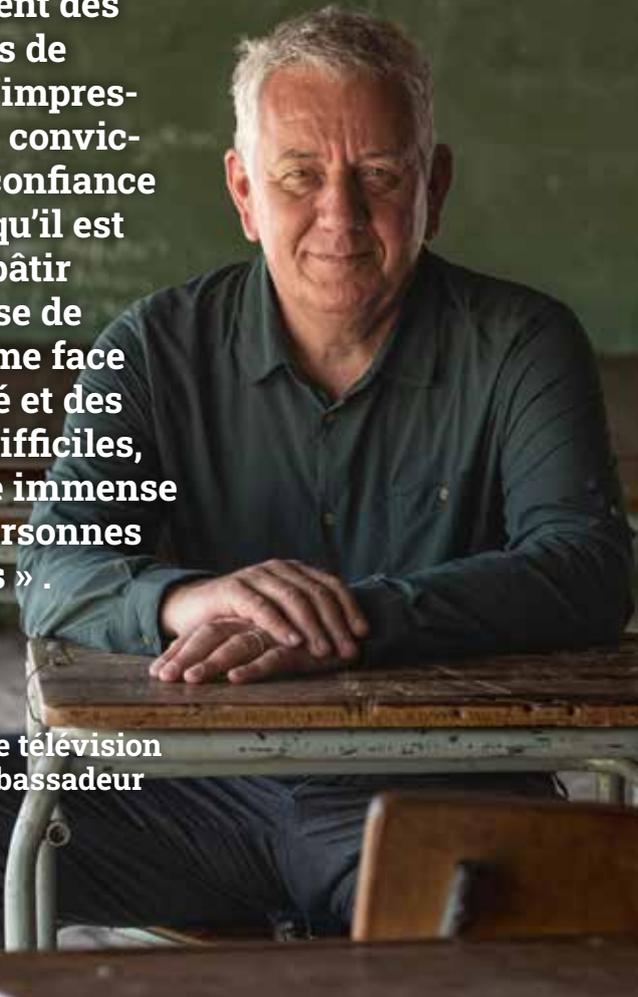
RECETTE



« L'engagement des coopérant·e·s de Comundo m'impressionne. Leur conviction et leur confiance dans le fait qu'il est possible de bâtir quelque chose de durable, même face à la pauvreté et des conditions difficiles, donnent une immense force aux personnes défavorisées » .

Röbi Koller

Présentateur de télévision et de radio, ambassadeur de Comundo



Depuis 20 ans, convaincu et inspirant

Röbi Koller, figure emblématique de la radio et de la télévision suisses, fait partie de l'ADN de Comundo. Journaliste et écrivain, le célèbre animateur de télévision s'engage depuis 20 ans passionnément en faveur de notre organisation — un engagement pour lequel nous lui exprimons notre profonde gratitude. Chaque année, avec enthousiasme, conviction et générosité, Röbi Koller prête son nom et son image à la cause que nous partageons : construire, par l'échange et la collaboration avec les populations défavorisées, un monde plus juste et plus pacifique.

INTERVIEW



AMBASSADEUR DE COMUNDO DEPUIS 20 ANS

www.comundo.org/fr/roebikoller

Découvrez en vidéo les moments forts et personnels vécus par Röbi Koller lors de ses voyages pour Comundo.

Newsletter

S'inscrire à notre Newsletter : pour être régulièrement informé·e sur nos offres de coopération pour des engagements à l'étranger, sur l'action de nos coopérant·e·s ou sur nos activités en Suisse romande.

→ www.comundo.org/fr/newsletter



facebook.com/ComundoFribourg



youtube.com/@Comundo-NGO



linkedin.com/showcase/comundo-suisse-romande



Comundo s'engage en faveur des ODD des Nations Unies (Agenda 2030)

LASSER UNE TRACE

Vous souhaitez que votre engagement perdure au-delà de votre vie ? En faisant un legs ou un don à Comundo, vous participez à la construction d'un monde plus juste.

Pour en savoir plus, contactez Sylviane Pittet au 058 854 12 51 - sylviane.pittet@comundo.org
www.comundo.org/heritages-legs

DONS

www.comundo.org/dons

Chaque franc compte :

Merci de vous engager à nos côtés !



Dons depuis la Suisse :

CCP 17-1480-9, IBAN CH89 0900 0000 1700 1480 9



Les projets présentés sont soutenus par la DDC (DFAE) dans le cadre du programme institutionnel 2021-2024 d'Unité.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

IMPRESSUM : HORIZONS / HORIZONTE / CARTA-BIANCA, 4 numéros par an. En tant que donateur/trice, vous recevez Horizons gratuitement ; tirage : 20 150 exemplaires ; ISSN 2673-7558
Éditeur : Comundo Suisse romande, Rue des Alpes 44, 1700 Fribourg, www.comundo.org, Tél. 058 854 12 40, fribourg@comundo.org ; CCP : 17-1480-9, IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9
Rédaction/Production : Denise Ammann, Kristin Groitzsch, Priscilla De Lima, Sylviane Pittet, Antonia Tanner
Online : Daniel Scherrer, Simone Bischof Lusti, Diana Corica
Rédaction photo : Marcel Kaufmann
Impression : Engelberger Druck AG, Stans